Gare de Fontenay : le bus-navette ne fait pas l'unanimité

Publication : mardi 15 décembre 2015 13:00

La République du Centre, 9 décembre 2015

FONTENAY-SUR-LOING

Gare de Fontenay : le bus-navette ne fait pas l'unanimité

La discussion est restée courtoise mais n'en a pas été moins âpre, lundi soir, en mairie de Fontenay-sur-Loing. Julien Dehornoy, directeur régional du transilien de Paris sud est, avait affaire à forte partie.

Face à lui, des interlocuteurs décidés à défendre un même point de vue : la desserte de la gare de Ferrières-Fontenay doit être maintenue. Jean-Pierre Door (député-maire de Montargis, LR), Jean-Pierre Sueur (sénateur du Loiret, PS), Frédéric Néraud (vice-président du conseil départemental) avaient pris place aux côtés des maires des communes impactées et des représentants du collectif de défense des usagers. Tout de suite, l'inégalité de la situation des usagers de la gare a été mise en avant : il s'agit de préserver les conditions du travail de ceux qui se rendent à Paris tous les jours.

Julien Dehornoy a rappelé l'historique du dossier en insistant sur le fait qu'une dérogation maintenant trois arrêts de trains longs avait été conditionnée à la réalisation des travaux sur une des deux gares.

Mis en service lundi

Les travaux étant réalisés à Dordives, la dérogation n'a plus lieu d'être. La réponse a été sécuritaire : on ne peut pas continuer à arrêter des trains plus longs que les quais à cause du danger. Argument incohérent pour les interlocuteurs qui, tous, ont donné plusieurs exemples de gares aux quais trop courts et tout autant dangereux.

À la demande de Jean-Pierre Door, il a été confirmé qu'il était impossible de revenir sur la fin de cette dérogation qui prend effet le 13 décembre. Julien Dehornoy a proposé ce à quoi tout le monde s'attendait : un bus-navette pour faire le trajet jusqu'à Dordives, en attendant que les travaux de Ferrières-Fontenay soient effectués. Protestation générale : ce genre de solution n'en est pas une. Fatigue accrue, perte de temps mais aussi risque de voir s'installer « du provisoire qui va devenir définitif » et, à terme, d'aller vers une mort annoncée de la gare. « L'objectif n'est pas de tuer la gare », a affirmé Julien Dehornoy. Entendu ce fait-il que les travaux ne soient pas reportés aux calendes grecques, ont fait remarquer les élus et le collectif.

OPPOSITION. Julien Dehornoy, directeur régional du transilien Paris sud est, a eu fort à faire, lundi soir, à Fontenay.

La solution de la navette, critiquable, va engendrer un coût de 80.000 €. Une dépense incohérente alors qu'il serait possible d'adopter la proposition de Didier Devin, le maire de Fontenay : employer une personne qui sécuriserait la descente des voyageurs sur le quai à l'arrivée des trains.

Guillaume Pépy insupporté par les blocages

« Guillaume Pépy a certainement les moyens de faire en sorte que les travaux démarrent dès 2016. C'est une question de volonté politique », a décidé Jean-Pierre Sueur, qui s'est engagé à continuer son action de défense, notamment auprès de l'Établissement public de sécurité ferroviaire. Même son de cloche chez Jean-Pierre Door, qui est intervenu sur le sujet à l'Assemblée nationale.

Reste la question du financement et la région pourrait peut-être devoir débourser plus que prévu. Frédéric Néraud a fait remarquer que la loi NOTRe remettait en cause l'engagement financier du département.

Dans les semaines qui viennent, au plus tard en janvier, la situation devrait évoluer car élus et usagers sont décidés à rester vigilants et à maintenir la pression. Au risque de mettre de mauvaise humeur Guillaume Pépy, le patron de la SNCF, que les blocages de trains ont « insupporté ». En attendant, à partir de lundi, une navette sera mise en service. ■

Nicole Moulineau

Phoca PDF